

Après en avoir délibéré au cours de sa réunion du 21 décembre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 du règlement du 19 octobre 1998 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, est complété par les dispositions suivantes :

« Article 2. Ce règlement entre en vigueur pour la facturation des prestations pharmaceutiques, délivrées dans le courant du mois d'avril 1999. »

Art. 2. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.
Bruxelles, le 21 décembre 1998.

Le fonctionnaire dirigeant,
F. Praet.

Le président,
D. Sauer.

Na daarover te hebben beraadslaagd in zijn vergadering van 21 december 1998,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van de verordening van 19 oktober 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. Deze verordening treedt in werking voor de facturering van de farmaceutische verstrekkingen, afgeleverd in de maand april 1999 ».

Art. 2. Deze verordening treedt in werking op 1 januari 1999.
Brussel, 21 december 1998.

De leidend ambtenaar,
F. Praet,

De voorzitter,
D. Sauer.

F. 99 — 129

[C - 99/22020]

21 DECEMBRE 1998. — Règlement modifiant le règlement du 7 septembre 1998 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

Le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 22, 11^o et 53;

Vu le règlement du 7 septembre 1998 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 4;

Après en avoir délibéré au cours de sa réunion du 21 décembre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 4 du règlement du 7 septembre 1998 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, est complété par les dispositions suivantes :

« La condition prévue dans l'article 1^{er} de ce règlement, relative à la délivrance des données de facturation sur support magnétique pour les prestations mentionnées dans l'article 9^{ter}, § 12, premier alinéa, 3^o, remplacé par le présent règlement, entre seulement en vigueur pour la facturation des prestations effectuées durant le mois d'avril 1999. »

Art. 2. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.
Bruxelles, le 21 décembre 1998.

Le fonctionnaire dirigeant,
F. Praet.

Le président,
D. Sauer.

N. 99 — 129

[C - 99/22020]

21 DECEMBER 1998. — Verordening tot wijziging van de verordening van 7 september 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

Het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 22, 11^o en 53;

Gelet op de verordening van 7 september 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op artikel 4;

Na daarover te hebben beraadslaagd in zijn vergadering van 21 december 1998,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4 van de verordening van 7 september 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De met artikel 1 van deze verordening voorziene voorwaarde van aflevering van facturatiegegevens op magnetische drager voor de verstrekkingen vermeld in het met deze verordening vervangen artikel 9^{ter}, § 12, eerste lid, 3^o, treedt echter slechts in werking voor de facturering van de verstrekkingen verricht in de maand april 1999. »

Art. 2. Deze verordening treedt in werking op 1 januari 1999.

Brussel, 21 december 1998.

De leidend ambtenaar,
F. Praet.

De voorzitter,
D. Sauer.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 130

[S - C - 98/00814]

1^{er} DECEMBRE 1998. — Arrêté royal autorisant la "Vlaamse Milieumaatschappij" à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques pour le paiement des allocations familiales aux membres de son personnel statutaire et stagiaire

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à autoriser la "Vlaamse Milieumaatschappij" (en abrégé V.M.M.) à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques pour lui permettre de procéder au paiement des allocations familiales aux membres de son personnel statutaire et stagiaire.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 130

[S - C - 98/00814]

1 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij aan de Vlaamse Milieumaatschappij toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend voor de uitbetaling van de kinderbijslag aan haar statutaire en stagedoende personeelsleden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de Vlaamse Milieumaatschappij (afgekort V.M.M.) machtiging te verlenen toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen om haar de mogelijkheid te bieden de kinderbijslag uit te betalen aan de leden van haar statutair en stagedoend personeel.

La V.M.M. a déjà reçu une telle autorisation d'accès par arrêté royal daté du 30 mai 1994 et publié au *Moniteur belge* du 15 juin 1994, mais la finalité de l'accès aux informations du Registre national telle qu'elle résulte de l'article 1^{er} dudit arrêté est limitée aux tâches que la V.M.M. accomplit en exécution du chapitre IIIbis de la loi du 26 mars 1971 relative à la protection des eaux de surface contre la pollution.

Sous peine d'enfreindre le principe de finalité inscrit à l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, cet arrêté royal du 30 mai 1994 ne peut tenir lieu, dans le chef de la V.M.M., d'habilitation d'accès au Registre national aux fins de paiement des allocations familiales au personnel de cette société.

Par ailleurs, la V.M.M. ne pouvant, en tant qu'organisme de droit public, être considérée comme une institution coopérante de sécurité sociale au sens de l'article 2, 2^e, b), de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale — seuls les organismes de droit privé, autres que les secrétariats sociaux d'employeurs, et agréés pour collaborer à l'application de la sécurité sociale répondent à cette notion — elle ne peut davantage être admise à accéder au réseau de données sociales de la Banque-carrefour.

Le fondement légal de l'arrêté en projet est constitué par l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organique du Registre national selon lequel le Roi peut autoriser les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 — la V.M.M. constitue un tel organisme en tant qu'il est rangé dans la catégorie A de ladite loi — à accéder aux informations du Registre national, du moins à celles de ces informations qu'ils sont habilités à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret.

Il y a lieu sur ce dernier point de faire une distinction entre le personnel statutaire et stagiaire d'une part et le personnel non statutaire d'autre part de la V.M.M.

En ce qui concerne le personnel statutaire et stagiaire, la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit fait en son article 15, § 3, obligation auxdits organismes, parmi lesquels la V.M.M. peut être rangée, de procéder au paiement des allocations familiales aux membres dudit personnel.

En ce qui concerne le personnel non statutaire (agents contractuels) de la V.M.M., il convient de se référer à l'article 173quater des lois coordonnées relatives aux allocations familiales, tel que modifié par la loi du 4 avril 1991. Il ressort de cette disposition que l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés est chargé de procéder au paiement des allocations familiales au bénéfice des membres de ce personnel et a l'obligation de s'adresser au Registre national des personnes physiques pour obtenir les informations visées à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi organique du 8 août 1983 ou pour vérifier l'exactitude de ces informations lorsqu'elles proviennent d'une autre source.

Selon la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, le principe de légalité exige que le Gouvernement vérifie minutieusement, pour chacune des informations du Registre national auxquelles l'accès est sollicité, si la connaissance de celles-ci est nécessaire pour l'accomplissement de sa mission par l'autorité publique ou l'organisme demandeur.

Il s'avère à cet égard que toutes les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, précité, 1^o à 9^o, doivent être portées à la connaissance de la V.M.M. pour lui permettre de déterminer dans le chef de ses agents le droit aux allocations familiales et les modalités de sa mise en œuvre.

Conformément à la jurisprudence prérappelée du Conseil d'Etat, l'accès aux modifications successives apportées à ces informations (historique des données, visé à l'article 3, alinéa 2, précité, de la loi du 8 août 1983) est assorti d'une limite temporelle en ce sens qu'il est limité à une période de trois années précédant la communication des informations.

Cette limitation à trois années se justifie comme suit :

L'article 152 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés fait obligation à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés et à chacune des caisses primaires qui en relèvent (parmi lesquelles la V.M.M.) de disposer de leur propre service de contrôle qui soit susceptible de leur permettre de remplir correctement leur mission de contrôle. Cette disposition est commentée plus avant dans "la circulaire CO 1238 du 20 décembre 1990 relative à l'examen du droit aux allocations familiales — Contrôle des employeurs, ayants droit et attributaires — Révision de la circulaire CO 1157 du 23 décembre 1985". Aux termes de cette circulaire, le modèle Z relatif à la composition du ménage est diffusé tous les 3 ans.

De V.M.M. heeft reeds een dergelijke machtiging tot toegang gekregen bij koninklijk besluit van 30 mei 1994, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 juni 1994, maar het doel van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister zoals dit blijkt uit artikel 1 van dit besluit wordt beperkt tot de taken die de V.M.M. verricht in uitvoering van hoofdstuk IIIbis van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

Op straffe van schending van het finaliteitsprincipe, vermeld in artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, kan dit koninklijk besluit van 30 mei 1994 in hoofde van de V.M.M. niet gelden als machtiging tot toegang tot het Rijksregister met als doel de kinderbijslag uit te betalen aan het personeel van deze maatschappij.

Aangezien de V.M.M. als publiekrechtelijke instelling bovendien niet kan worden beschouwd als een meewerkende instelling van sociale zekerheid in de zin van artikel 2, 2^e, b), van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid — enkel de instellingen van privaatrecht, andere dan de sociale secretariaten voor werkgevers die erkend zijn om mee te werken aan de toepassing van de sociale zekerheid beantwoorden aan deze notie — kan zij evenmin worden gemachtigd om toegang te krijgen tot het netwerk van de sociale gegevens van de Kruispuntbank.

De wettelijke grondslag van het ontworpen besluit wordt gevormd door artikel 5, eerste lid, van de organieke wet van 8 augustus 1983 op het Rijksregister volgens welke de Koning aan de in de wet van 16 maart 1954 bedoelde instellingen van openbaar nut — de V.M.M. is zo'n instelling voor zover zij wordt gerangschikt in de categorie A van deze wet — toegang mag verlenen tot de informatiegegevens van het Rijksregister, tenminste tot deze gegevens die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen.

Wat dit laatste punt betreft moet een onderscheid worden gemaakt tussen het statutair en stagedoend enerzijds en het niet-statutair personeel anderzijds van de V.M.M.

Wat het statutair en stagedoend personeel betreft legt de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, in artikel 15, § 3, aan deze organismen, waartoe de V.M.M. kan worden gerekend, de verplichting op de kinderbijslag uit te betalen aan de leden van dit personeel.

Wat het niet-statutair personeel (contractuele ambtenaren) van de V.M.M. betreft, dient verwezen te worden naar artikel 173quater van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, zoals gewijzigd door de wet van 4 april 1991. Uit deze bepaling blijkt dat de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers belast is met de betaling van de kinderbijslag ten voordele van deze personeelsleden en de verplichting heeft zich te wenden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen om de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste en tweede lid, van de organieke wet van 8 augustus 1983 te bekomen of om de juistheid van deze informatiegegevens na te gaan indien deze van een andere dienst afkomstig zijn.

Volgens de vaste rechtspraak van de Raad van State vereist het wettelijkheidsbeginsel dat de Regering voor elk van de informatiegegevens van het Rijksregister tot welke de toegang wordt gevraagd, nauwkeurig nagaat of de kennis ervan nodig is voor de vervulling van haar taken door de vragende openbare overheid of instelling.

In dit opzicht blijkt dat alle informatiegegevens bedoeld in het voormelde artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o, ter kennis moeten worden gebracht van de V.M.M. om haar de mogelijkheid te bieden in hoofde van haar personeelsleden het recht op kinderbijslag en de uitvoeringsmodaliteiten hiervan te bepalen.

Overeenkomstig de voornoemde rechtspraak van de Raad van State gaat de toegang tot de opeenvolgende wijzigingen die aan deze gegevens worden aangebracht (historiek van de gegevens, bedoeld in het voormelde artikel 3, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983) gepaard met een tijdsbeperking in die zin dat de toegang wordt beperkt tot een periode van drie jaar voorafgaand aan de mededeling van de informatiegegevens.

Deze beperking tot drie jaar wordt als volgt gerechtvaardigd :

Artikel 152 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders verplicht de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers en iedere primaire kas (waaronder de V.M.M.) over een voldoende controledienst te beschikken, om hun toe te laten de hun opgelegde opdracht van toezicht goed te vervullen. Dit artikel is verder toegelicht in de "omzendbrief CO 1238 van 20 december 1990 betreffende het onderzoek naar het recht op gezinsuitkeringen. Controle van werkgevers, rechthebbenden en bijslagtrekkenden. Herziening van CO 1157 van 23 december 1985". Hierin wordt bepaald dat het model Z betreffende de gezinsamenstelling om de 3 jaar wordt verspreid.

L'article 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté en projet fixe la procédure de désignation des membres du personnel de la V.M.M. habilités à accéder au Registre national. La liste de ces agents sera dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée (article 2).

Afin de garantir le respect dû à la vie privée des personnes auxquelles se rapportent les informations que la V.M.M. aura obtenues du Registre national, l'article 3 de l'arrêté en projet enferme dans des limites très strictes la possibilité de communiquer ces informations à des tiers.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 16 décembre 1997. Le projet d'arrêté a été adapté à cet avis.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, troisième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 16 janvier 1997, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "autorisant la Société flamande de l'Environnement à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques pour le paiement des allocations familiales aux membres de son personnel", a donné le 16 décembre 1997 l'avis suivant :

Portée du projet

Le projet soumis pour avis tend à autoriser la Vlaamse Milieumaatschappij, en abrégé V.M.M., à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques. Cet accès est limité au paiement des allocations familiales aux membres du personnel de la V.M.M.

Fondement légal

Le projet trouve un fondement légal à l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Aux termes de cette disposition, le Roi peut autoriser l'accès au Registre national à des organismes d'intérêt public, entre autres, "pour les informations qu'ils sont habilités à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret". Selon le rapport au Roi, la V.M.M. est habilitée à connaître les informations du Registre national, en vertu de l'article 15, § 3, de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit (1). En exécution de la disposition légale précitée, la V.M.M. doit notamment payer des allocations familiales à ses agents définitifs ou stagiaires.

(1) Voir l'arrêté royal du 5 septembre 1991 rendant le régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel de la "Société flamande des déchets" (sic).

Observation générale

Dans le texte français du projet, la V.M.M. devrait figurer chaque fois sous sa dénomination unilingue officielle. Il conviendra, dès lors, de remplacer systématiquement le terme "Société flamande de l'Environnement" ainsi que l'abréviation "S.F.E." , par "Vlaamse Milieumaatschappij" et "V.M.M."

Examen du texte

Intitulé

L'intitulé devrait faire apparaître plus clairement que le présent projet porte uniquement sur le paiement des allocations familiales aux agents visés à l'article 15, § 3, de la loi du 28 avril 1958. A cette fin, l'on pourrait remplacer les mots "aux membres de son personnel" par "aux membres de son personnel définitif (ou statutaire) et stagiaire".

Artikel 1, derde lid, van het ontworpen besluit stelt de procedure vast voor aanwijzing van de personeelsleden van de V.M.M. die gemachtigd zijn om toegang te hebben tot het Rijksregister. De lijst van deze personeelsleden wordt jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegezonden (artikel 2).

Om het respect voor de persoonlijke levenssfeer te waarborgen van de personen op wie de informatiegegevens betrekking hebben die de V.M.M. zal hebben bekomen bij het Rijksregister, omvat artikel 3 van het ontworpen besluit binnen zeer strikte grenzen, de mogelijkheid om deze informatiegegevens mee te delen aan derden.

De Raad van State bracht zijn advies uit op 16 december 1997. Het ontwerp van besluit werd aangepast aan dit advies.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, derde kamer, op 16 januari 1997 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij aan de Vlaamse Milieumaatschappij toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend voor de uitbetaling van de kinderbijslag aan haar personeelsleden", heeft op 16 december 1997 het volgende advies gegeven :

Strekking van het ontwerp

Het voor advies voorgelegde ontwerp strekt ertoe aan de Vlaamse Milieumaatschappij, afgekort V.M.M., toegang te verlenen tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen. Het doel van de toegang wordt beperkt tot de uitbetaling van de kinderbijslag aan de personeelsleden van de V.M.M.

Rechtsgrond

Het ontwerp vindt rechtsgrond in artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Volgens die bepaling kan de Koning aan onder meer instellingen van openbaar nut toegang tot het Rijksregister verlenen, "voor de informatie die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen". Volgens het verslag aan de Koning is de V.M.M. gerechtigd de informatie van het Rijksregister te kennen, op grond van artikel 15, § 3, van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbers (1). Ter uitvoering van die laatste wetsbepaling dient de V.M.M. aan haar vast of stagedoend personeel onder meer de kinderbijslag uit te betalen.

(1) Zie het koninklijk besluit van 5 september 1991 waarbij de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 toepasselijk wordt verklaard op het personeel van de Vlaamse Milieumaatschappij.

Algemene opmerking

In de Franse tekst van het ontwerp zou de V.M.M. telkens met haar officiële, eentalige benaming vermeld moeten worden. Men vervange derhalve de term "Société flamande de l'Environnement" en de afkorting "S.F.E." telkens door "Vlaamse Milieumaatschappij" en "V.M.M."

Onderzoek van de tekst

Opschrift

Uit het opschrift zou duidelijker kunnen blijken dat het voorliggende ontwerp enkel betrekking heeft op de uitbetaling van de kinderbijslag aan de personeelsleden bedoeld in artikel 15, § 3, van de wet van 28 april 1958. Dit zou kunnen gebeuren door de woorden "aan haar personeelsleden" te vervangen door "aan haar vaste (of statutaire) en stagedoende personeelsleden".

Préambule

Au deuxième alinéa du préambule, la référence faite à l'article 15, § 3, de la loi du 28 avril 1958 situe clairement l'arrêté en projet. Le texte gagnerait encore en clarté s'il se référait également à l'arrêté royal du 5 septembre 1991 rendant le régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel de la "Société flamande des déchets" (sic).

Article 1^{er}

1. Afin de mieux mettre en évidence le sens du membre de phrase figurant in fine de l'alinéa 1^{er}, celui-ci pourrait être scindé en deux parties, rédigées comme suit :

« La Vlaamse Milieumaatschappij, en abrégé V.M.M.,... de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux informations vaut exclusivement pour l'accomplissement des tâches liées au paiement des allocations familiales au personnel définitif (ou statutaire) ou stagiaire de la V.M.M., en exécution de l'article 15, § 3, de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit. ».

2. A l'alinéa 2, 1^o, il y aura lieu de remplacer le terme "Société flamande de l'Environnement" par "V.M.M." ».

Article 2

Si la suggestion mentionnée sous l'observation 1 relative à l'article 1^{er} est suivie, il y aura lieu de remplacer, à l'article 2, la référence à "l'article 1^{er}, alinéa 2, 2^o" par une référence à "l'article 1^{er}, alinéa 3, 2^o".

Article 3

Si la suggestion faite sous l'observation 1 relative à l'article 1^{er} est accueillie, il conviendra, à l'article 3, alinéa 3, 2^o, de remplacer la référence à "l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}" par une référence à "l'article 1^{er}, alinéa 2^o".

La chambre était composée de :

MM. :

W. Deroover, président de chambre;

P. Lemmens et L. Hellin, conseillers d'Etat;

A. Alen et H. Cousy, assesseurs de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lemmens.

Le rapport a été présenté par Mme R. Thielemans, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. Drijkoningen, référendaire.

Le greffier,
F. Lievens.

Le président,
W. Deroover.

1^{er} DECEMBRE 1998. — Arrêté royal autorisant la "Vlaamse Milieumaatschappij" à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques pour le paiement des allocations familiales aux membres de son personnel statutaire et stagiaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 30 mars 1995;

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 15, § 3;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 5;

Aanhef

De verwijzing, in het tweede lid van de aanhef, naar artikel 15, § 3, van de wet van 28 april 1958 bevordert de transparantie van het ontworpen besluit. Die transparantie zou nog meer bevorderd worden, als ook verwezen zou worden naar het koninklijk besluit van 5 september 1991 waarbij de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 toepasselijk wordt verklaard op het personeel van de Vlaamse Milieumaatschappij.

Artikel 1

1. Om duidelijker tot uiting te brengen wat bedoeld wordt met de zinsnede in fine van het eerste lid, zou dat lid gesplitst kunnen worden in twee leden, luidend als volgt :

« Aan de Vlaamse Milieumaatschappij.. van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de informatiegegevens geldt uitsluitend voor het vervullen van de taken die verband houden met de uitbetaling van de kinderbijslag aan het vast (of statutair) of stagedoend personeel van de V.M.M., ter uitvoering van artikel 15, § 3, van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden. ».

2. In het tweede lid, 1^o, vervange men de term "Vlaamse Milieumaatschappij" door "V.M.M.".

Artikel 2

Indien ingegaan wordt op de suggestie vervat in opmerking 1 bij artikel 1, dient in artikel 2 de verwijzing naar "artikel 1, tweede lid, 2^o" te worden vervangen door een verwijzing naar "artikel 1, derde lid, 2^o".

Artikel 3

Indien ingegaan wordt op de suggestie vervat in opmerking 1 bij artikel 1, dient in artikel 3, derde lid, 2^o, de verwijzing naar "artikel 1, eerste lid" vervangen te worden door een verwijzing naar "artikel 1, tweede lid".

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

W. Deroover, kamervoorzitter;

P. Lemmens en L. Hellin, staatsraden;

A. Alen en H. Cousy, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lemmens.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. R. Thielemans, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer J. Drijkoningen, referendaris.

De griffier,
F. Lievens.

De voorzitter,
W. Deroover.

1 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij aan de Vlaamse Milieumaatschappij toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend voor de uitbetaling van de kinderbijslag aan haar statutaire en stagedoende personeelsleden

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995;

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 15, § 3;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 5;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 1991 rendant le régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel de la "Vlaamse Milieumaatschappij";

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La "Vlaamse Milieumaatschappij", en abrégé V.M.M., organisme d'intérêt public institué par le décret du Conseil flamand du 12 décembre 1990, est autorisée à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9°, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux informations vaut exclusivement pour l'accomplissement des tâches liées au paiement des allocations familiales au personnel statutaire et stagiaire de la V.M.M., en exécution de l'article 15, § 3, de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

L'accès visé à l'alinéa 1^{er} est réservé :

- 1° au fonctionnaire dirigeant la "Vlaamse Milieumaatschappij";
- 2° aux membres du personnel de ladite société que la personne visée au 1° désigne nommément et par écrit à cette fin, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions respectives.

L'accès aux modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1^{er} est limité à une période de trois années précédant la communication de ces informations.

Art. 2. La liste des membres du personnel de la V.M.M., avec l'indication de leur titre et de leur fonction, désignés conformément à l'article 1^{er}, alinéa 3, 2°, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 3. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne peuvent être utilisées qu'aux fins visées à l'alinéa 2 dudit article.

Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 2 :

- 1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations, ou leurs représentants légaux;
- 2° les autorités publiques et organismes désignés en application de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de leur désignation et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec la "Vlaamse Milieumaatschappij" aux fins visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la justice,
T. VAN PARYS

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 1991 waarbij de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 toepasselijk wordt verklaard op het personeel van de Vlaamse Milieumaatschappij;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan de Vlaamse Milieumaatschappij, afgekort V.M.M., instelling van openbaar nut opgericht bij decreet van de Vlaamse Raad van 12 december 1990, wordt toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot en met 9°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de informatiegegevens geldt uitsluitend voor het vervullen van de taken die verband houden met de uitbetaling van de kinderbijslag aan het statutair en stagedoend personeel van de V.M.M., ter uitvoering van artikel 15, § 3, van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

De toegang waarvan sprake in het eerste lid is voorbehouden :

- 1° aan de leidend ambtenaar van de Vlaamse Milieumaatschappij;
- 2° aan de personeelsleden van voornoemde maatschappij die de onder 1° vermelde persoon daartoe bij name en schriftelijk aanwijst, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden.

De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen die worden aangebracht aan de informatiegegevens, bedoeld in het eerste lid, wordt beperkt tot een periode van drie jaar voorafgaand aan de mededeling van deze informatiegegevens.

Art. 2. De lijst van de overeenkomstig artikel 1, derde lid, 2°, aangewezen personeelsleden van de V.M.M. wordt, met vermelding van hun titel en van hun functie, jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegezonden.

Art. 3. De met toepassing van artikel 1, eerste lid, verkregen informatiegegevens mogen slechts worden gebruikt voor het in het tweede lid van dat artikel vermelde doel.

Zij mogen niet meegedeeld worden aan derden.

Voor de toepassing van het tweede lid worden niet als derden beschouwd :

- 1° de natuurlijke personen waarop die informatiegegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers;
- 2° de openbare overheden en de instellingen aangewezen met toepassing van artikel 5 van de voornoemde wet van 8 augustus 1983, voor de informatiegegevens die hun kunnen worden meegedeeld krachtens hun aanwijzing en in het kader van de betrekkingen die zij met het oog op de in artikel 1, tweede lid, beoogde doelstelling, onderhouden met de Vlaamse Milieumaatschappij in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS